

# **Universalisme gay, homoracialisme et « mariage pour tous »**

mercredi 1er mai 2013, par [BOUTELDJA Houria](#) (Date de rédaction antérieure : 12 février 2013).

**Nous reproduisons ci-dessous un article de Houria Bouteldja, porte-parole du parti des Indigènes de la République (PIR), écrit à l'occasion du débat sur l'égalité des droits et le mariage homosexuel. On voit comment l'opposition « blanc » et « non blanc » structure toute l'argumentation, comment aux dire de l'auteure la montée de l'homophobie ou du sexisme dans le monde musulman ne serait qu'une réaction aux prétentions universalistes des Blanc : à « *l'internationale gay, les sociétés du sud répondent par une sécrétion de haine contre les homosexuels là où elle n'existait pas ou par un regain d'homophobie là où elle existait déjà, au féminisme impérialiste, elles répondent par un durcissement du patriarcat et par une recrudescence des violences faites aux femmes, à l'humanisme blanc et droit de l'hommiste, elles répondent par un rejet de l'universalisme blanc, à toutes les formes d'ingérence commises par l'Occident et qu'il serait fastidieux d'énumérer ici, elles répondent par une hostilité grandissante* ».**

**Comme si les règlements de compte politiques en Malaisie via les emprisonnements pour « sodomie », où la défenestration d'homosexuels en Iran par des Gardiens de la Vertu n'était que l'expression d'une révolte anti-occidentale ! Pour l'heure, le PIR abandonne à leur sort ces victimes de l'homophobie au nom des « espaces-temps » propres à chaque société...**

**P. R.**

Sommaire

- [Résistance à l'homosexualité](#)
- [Espaces-temps et alliances](#)

---

**J'ai bien appris ma leçon. Et je crois bien que j'ai fini par comprendre. Il paraît que les mots sont importants. Soit. Voici donc les mots que j'ai exprimés sur le plateau de Ce soir ou jamais, du 6 novembre 2012 à propos du mariage gay.**

*« Moi je n'ai pas d'avis sur la légitimité ou pas des revendications homos, en revanche j'ai un avis sur l'universalité de la revendication identitaire homosexuelle. Moi je vais vous le dire un peu brutalement, je ne suis pas concernée pas ce débat. Je ne suis pas concernée par ce débat parce que ma parole est particulière et qu'elle est située quelque part. Il y a un certain nombre de positions qui se sont exprimées ici et en France quand on s'exprime sur cette question, on est soit à droite, soit à gauche, soit on est progressiste soit on est réactionnaire. En ce qui me concerne, je ne suis pas du tout là dedans. Je suis même en dehors de tout ça puisque ma parole est située quelque part politiquement. Je suis située dans l'histoire de l'immigration post-coloniale et dans les quartiers*

populaires. Si on m'interroge sur cette question, là où je suis, parce que je n'ai pas un avis universel, là où je suis, je dis, cette question ne me concerne pas. Parce que si on prend un micro et qu'on va dans les quartiers, au Mirail à Toulouse, au Mas du Taureau à Lyon, à la cité du Luth à Gennevilliers et qu'on demande aux gens « c'est quoi vos problèmes ? » les réponses spontanément, prioritairement ce sera le logement, le harcèlement policier, ce sera les discriminations, le chômage, ce sera un tas de questions liées à la vie du quotidien, cette question (du mariage gay) n'apparaîtra pas, j'en fais le pari. Ca ne signifie pas qu'il n'y a pas de pratiques homosexuelles dans les quartiers, ca signifie qu'elle n'est pas prioritaire et qu'on a d'autres choses beaucoup plus importantes et urgentes. La seconde chose, c'est que je ne crois pas à l'universalité de l'identité politique homosexuelle. C'est-à-dire que je fais la distinction entre le fait qu'il peut y avoir des pratiques homosexuelles effectivement dans les quartiers ou ailleurs mais que ça ne se manifeste pas par une revendication identitaire politique. Celle-ci n'est pas universelle. Et moi je fais un peu ce reproche là au débat politique français, il considère, dans les milieux homosexuels, majoritairement, et c'est ce qu'on appelle homonationalisme et que je préfère appeler homoracialisme qui consiste à considérer que lorsqu'on est homosexuel, on doit faire son coming out et les revendications qui vont avec [1].

Ces déclarations ont globalement été bien accueillies par les non-Blancs mais ont suscité des réactions d'hostilité, plutôt méprisantes et assez explicites - qui s'avéraient d'autant plus violentes que certaines émanaient de milieux blancs réputés alliés. Je peux comprendre l'incompréhension. D'une part parce que le propos est plutôt lapidaire mais, circonstance atténuante, le format d'une émission télé ne permet pas les longs développements. Les admirateurs de Bourdieu et Chomsky l'ignorent-ils ? Et d'autres part, parce que rares sont les milieux blancs - et assimilés - réellement libérés de toute forme d'eurocentrisme. N'est pas « traître à sa race » - de blanc - qui veut. C'est une distinction qui se mérite.

Lorsque F. Taddéï m'invite à m'exprimer sur le mariage gay, j'hésite à accepter. Le sujet est délicat. En effet, il fait globalement consensus chez nos alliés blancs de gauche, ce qui est loin d'être le cas dans le rang des indigènes qu'ils soient organisés ou pas. Cette question est plutôt traitée sous la forme du rejet ou sous celle de l'indifférence. En tant que militante politique, prise dans des enjeux de construction, je me trouve confrontée à un risque qui peut me coûter cher de part et d'autre. Mais puis-je me permettre le luxe de me défilier ? La réponse est non.

D'abord parce que depuis une dizaine d'années, cette question revient avec force. Il est demandé des comptes aux indigènes quant à leur homophobie réelle ou supposée. Sur le plan international, on voit se dessiner les contours de plus en plus assumés d'une « civilisation sexuelle » promue par les instances internationales en défense des minorités sexuelles sous leur forme LGBT. Les exemples ne manquent pas : En 2004, a été fondée la journée internationale contre l'homophobie. Son promoteur, Louis-Georges Tin a même lancé une campagne de dépénalisation universelle de l'homosexualité avec l'appui de Rama Yade alors ministre sous Sarkozy. Lors du sommet du Commonwealth en octobre 2011, le Premier ministre britannique David Cameron a menacé d'exclure des programmes d'aides britanniques les pays qui ne reconnaissent pas les droits des homosexuels. A New-York, des néoconservateurs de premier plan ont tenté de conditionner l'installation de la mosquée de Ground Zero par l'ouverture d'un bar gay ceci afin de mettre les musulmans à l'épreuve et tester leur tolérance. En 2010, lors de la Gay Pride de Berlin, Judith Butler, l'intellectuelle américaine de renommée internationale, s'est même émue de l'instrumentalisation xénophobe des luttes LGBT. « Nous sommes enrégimentés dans un combat nationaliste et militariste ». Ce sont ses mots. Cette tactique de pinkwashing, Israël l'a bien compris, lui qui se construit depuis quelques années un visage moderne et gay-friendly pour occulter la violation continue des droits des Palestiniens. Sur le plan national, on a vu récemment une valorisation exacerbée de « l'homo du ghetto » [2] ou encore d'un certain « progressisme musulman » [3]. Mieux encore, Marine Le Pen s'est récemment distinguée par une sollicitude insoupçonnée pour les homos des quartiers. Plus cocasse encore, le 7

mai 2011, le mouvement des identitaires a appelé à un kiss-in devant la grande mosquée de Lyon pour « *combattre l'homophobie dans les pays islamiques, et l'homophobie d'une petite minorité de musulmans en France* ». Edifiant.

Pour en revenir à l'émission qui a constitué le point de départ de cet article, si j'ai eu à me prononcer c'est aussi parce qu'à travers cette question du « mariage pour tous », c'est l'ensemble de la société qui est invité à se saisir de cette proposition de changement législatif - et pas seulement les communautés gays du monde Blanc.

Les indigènes sont une composante de la société française, bon gré mal gré. Si la question du « mariage pour tous » se pose dans le débat public, alors des organisations peuvent considérer qu'il est légitime de rompre le silence relatif qui marquait jusque-là le champ des luttes de l'immigration et des quartiers populaires à ce sujet. Et c'est ce qui s'est passé [4] ! Des organisations musulmanes plutôt situées à droite et des militants réputés de gauche n'ont pas hésité à franchir le pas. Elles ont manifesté le 13 janvier dernier à l'appel du collectif contre le mariage pour tous qui rassemblait nombre d'organisations de droite et d'extrême droite. Plus que le courroux de nos « amis » blancs, c'est cette convergence paradoxale et dangereuse qui me pousse à réagir.

Comme je le disais, la question du mariage gay est délicate et lorsque j'accepte de participer à l'émission, même marchant sur des œufs, je sais que je n'hésiterai pas à sacrifier nos alliés blancs et disons plus largement l'opinion blanche de gauche acquise à la lutte des homos. Il faut savoir perdre les blancs momentanément pour, dans le meilleur des cas, mieux les reconquérir, surtout quand on s'inscrit dans le temps long. Ce risque nous, les Indigènes de la république, n'avons jamais hésité à le prendre. L'expérience est globalement salutaire. Ce qui m'importe avant tout, c'est l'opinion indigène, et ses motivations profondes. A trop dépendre de nos « amis » blancs, on se dissout inutilement dans un gloubiboulga apolitique où le purisme des principes le dispute à un humanisme abstrait, individualiste et libéral - parfois naïf pour ne pas dire niais.

Cela dit, je mens un peu. En tant que militante, je suis bien obligée de réfléchir les équilibres et les alternatives, aussi si je ne peux pas faire l'économie du sacrifice de l'opinion blanche de gauche, il n'en reste pas moins que celle-ci reste importante à mes yeux et qu'elle ne disparaît pas complètement de mon écran radar. A condition que de part et d'autre, on ait bien défini l'ennemi principal. J'y reviendrai.

### **Homosexualité et indigénat dans le champ politique blanc**

D'habitude, trois possibilités s'offrent à nous, militants de l'immigration et des quartiers populaires, lorsqu'on aborde les questions liées à l'homosexualité :

1- Le silence. C'est l'attitude dominante : une espèce de pacte de non agression vis-à-vis du monde blanc motivé par une prudence de rigueur ? Une question qui ne fait pas sens pour nous ? De l'indifférence ? Sans doute un peu de tout. Pour illustrer ce point, notons que les indigènes n'ont pas brillé par leur présence dans les différentes mobilisations en faveur du mariage gay.

2- Une adhésion aux positions réputées de droite sur la famille qui semble s'exprimer de manière plus franche ces dernières années. Notons pour mettre un bémol à ce point que les Noirs, Arabes et Musulmans n'ont pas non plus brillé par leur présence dans les différentes mobilisations contre le mariage gay ce qui me permet de souligner, d'une part, qu'il n'existe pas vraiment d'homophobie de combat en notre sein et d'autre part, que les appels - paniqués - d'indigènes contre « le mariage pour tous » ont sur réagi par rapport à l'état objectif de l'opinion indigène. J'y reviendrai.

3- Une position humaniste et/ou religieuse qui développe un rapport à caractère paternaliste aux

homosexuels. Ils sont des créatures de Dieu aussi convient-il de les respecter et ne pas leur faire violence (même si l'homosexualité est réprouvée par la religion) car seul Dieu a le pouvoir de juger. Cette position est sans doute celle qui sera la plus « progressiste ». Elle sera l'expression d'un compromis entre le seuil de tolérance supposé des musulmans et/ou habitants des quartiers et la démocratie sexuelle à laquelle adhère peu ou prou le peuple de gauche.

## **Résistance à l'homosexualité comme identité sociale et politique**

Il existe une quatrième possibilité : la position décoloniale. Celle qui ne considère pas les homosexuels comme des bébés phoques, une espèce à protéger ou à honnir mais comme des sujets sociaux. Une position qui élabore une formulation politique dénuée d'un rapport pathologique ou paternaliste avec l'homosexualité mais qui refuse tout alignement sur l'agenda blanc. On est ici loin de toute forme d'homophobie. On est même aux antipodes. En revanche, cette posture se distingue du mouvement gay occidental en ce sens qu'elle lui nie ses prétentions à l'universalisme comme elle réfute le postulat d'une identité politique gay et lesbienne transnationale. Elle resitue le sujet colonial de France ou du monde dans son espace-temps et dans la prise en compte des résistances intra-indigènes dans le cadre d'une société racialisée et/ou impérialiste. Par exemple, l'histoire des pratiques sexuelles en terre d'islam, parmi lesquelles l'homo-érotisme, a été occultée par la longue nuit coloniale. La binarité hétérosexualité/homosexualité a non seulement été imposée dans des territoires où elle n'existait pas mais elle s'est cristallisée : les représentations véhiculées par l'Occident, l'orientalisme, ont durablement posé les termes dans lesquels les intellectuels arabes allaient débattre de la sexualité. C'est par un ensemble de discours, de récits de voyages, de règlements et de lois imposées par les métropoles impériales, que les pratiques homosexuelles ont été dévaluées, interdites, assimilées à des vices, tares ou maladies. Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, les penseurs nationalistes ont constamment réfléchi à leur propre tradition littéraire, civilisationnelle, religieuse, au miroir de l'idéologie occidentale du progrès. Pour ces penseurs, la modernité pour la nation arabe était également une modernité sexuelle. Avancer vers le progrès, c'était aussi civiliser la sexualité arabe, faire des pratiques hétérosexuelles - les seules légitimes aux yeux des Européens - la norme de leurs sociétés. Par contraste, les périodes de l'histoire des Arabes connues pour leur tolérance envers les pratiques homosexuelles étaient relues comme des périodes de déchéance et de régression [5].

Pour autant, des formes d'homo-érotisme de l'ordre ancien ont survécu, se sont maintenues sous des formes complexes, recomposées et résistent aux formes qu'imposent au monde l'universalisation des normes tant hétérosexuelles qu'homosexuelles et, localement, l'homoracialisme. On sait que les injonctions faites par le monde blanc et la violence tant symbolique que politique qui les accompagnent produisent de l'homophobie. La promotion de l'homosexualité comme identité politique produit des dégâts tant sur le vécu des homosexuels dont la vie peut-être mise en danger que sur les rapports sociaux surtout quand la protection due aux minorités sexuelles devient une exigence politique et éthique internationale à l'aune de laquelle se mesure la maturité civilisationnelle des nations néo-colonisées. Il serait temps, une bonne fois pour toute, de comprendre que l'impérialisme - sous toutes ses formes - ensauvage l'indigène : à l'internationale gay, les sociétés du sud répondent par une sécrétion de haine contre les homosexuels là où elle n'existait pas ou par un regain d'homophobie là où elle existait déjà, au féminisme impérialiste, elles répondent par un durcissement du patriarcat et par une recrudescence des violences faites aux femmes, à l'humanisme blanc et droit de l'hommiste, elles répondent par un rejet de l'universalisme blanc, à toutes les formes d'ingérence commises par l'Occident et qu'il serait fastidieux d'énumérer ici, elles répondent par une hostilité grandissante.

C'est pourquoi, de façon analogue, les quartiers populaires répondent à l'homoracialisme par un

virilisme identitaire et...toujours plus d'homophobie. Quelle que soit la laideur apparente des réactions, elles ont une motivation commune : une résistance farouche à l'impérialisme occidental et blanc et une volonté obstinée de préserver une identité réelle ou fantasmée, ou en tout cas une identité qui fait consensus. Car que l'on se définisse comme « homo » ou non, que l'on ait des pratiques homo-érotiques ou non, être un sujet colonial implique d'être toujours sommé de se définir par rapport à des « modèles d'intégration ». Quand on aborde le sujet de l'« homosexualité » dans les quartiers populaires, on ne peut faire l'impasse sur les injonctions à s'intégrer dans la démocratie sexuelle occidentale, et à la réaction de tous les acteurs à cette sommation. Il est à cet égard intéressant de lire comment les défenseurs d'une identité homosexuelle « universelle » imposent leur grille d'analyse au cœur de leurs campagnes pour « sauver » les homos des cités. Dans un article très virulent dénonçant mes propos tenus lors de l'émission évoquée précédemment, Johan Cadirot, administrateur du Refuge - « *une association qui loge les victimes d'homophobie* » - affirme qu'il n'y a pas « *moins d'homos* » dans les cités, mais qu'ils « *sont plus cachés et dans le déni* » [6]. L'enjeu est donc bien de convaincre des non-Blancs qu'ils doivent s'identifier comme homosexuels. C'est un choix qui s'inscrit dans le militantisme homosexuel hégémonique : c'est le choix entre la fierté et la honte, le placard ou le coming out. Cela ne remet pas en cause la sincérité des personnes qui viennent en aide à des personnes persécutées ou mises à mal. Mais l'enfer est pavé de bonnes intentions. Ce qui est caractéristique de ce discours, c'est que toute résistance aux identités LGBT est associée à de la dissimulation et du renfermement - quand ce n'est pas à de l'homophobie latente ou explicite. Comment justifier cette assimilation de toutes les sexualités : ou bien hétéro ou bien homo ou bien caché ou bien visible ?

De très nombreuses formes de relations sociales sexuelles ont été corrompues par le fait colonial. Les indigènes du monde se débattent pour les recomposer et pour reconstruire ce lien avec des lambeaux d'histoires et de mémoires sociales menacées de disparition non sans ambiguïtés et sans entrelacements et interpénétration du modèle hétérosexuel blanc [7]. C'est aussi le cas des réactions hostiles à l'« homosexualité » dans les quartiers populaires. Il n'y a pas de doute possible sur ce point : les réactions hostiles à l'homosexualité, les appels à manifester aux côtés de la droite dure ou de Frigide Barjot, sont aussi des formes d'intégration à la famille occidentale inscrite dans l'identité nationale française. Dans cette homophobie, il y a donc bien à la fois intégration et résistance - une résistance « édentée », pour reprendre les termes d'Albert Memmi à propos du « racisme édenté » du colonisé envers le colonisateur.

Ainsi, la lutte contre l'impérialisme gay et l'homoracisme contient en elle-même à la fois une lutte contre l'homophobie et une lutte contre le racisme et l'intégration aux normes blanches de « la démocratie sexuelle ». Il se pourrait donc bien que derrière la critique virulente de l'internationale gay (que j'assume) il y ait une vraie préoccupation pour la protection et l'intégrité de pratiques sexuelles menacées par un ordre occidental-centré. Il se pourrait même bien qu'il y ait aussi une horreur de la violence engendrée par cette pression sur les homosexuels et un sincère souci de l'« autre ». Ainsi lorsque j'affirme que l'identité politique homosexuelle n'est pas universelle c'est peut-être aussi pour mieux en protéger la pratique, pour sauvegarder des libertés mais aussi des vies. La formulation politique des indigènes doit ainsi devenir une alternative optimale à l'injonction des Blancs et une réponse à un besoin fondamental des indigènes : retrouver une personnalité propre et penser à partir de ses propres coordonnées. Le but est de nous respecter nous-mêmes et notre rapport au monde, tout en refusant de céder au monde blanc dans sa tentative d'universaliser les identités LGBT ou dans sa forme néoconservatrice, hétéro-patriarcale et chrétienne d'Europe.

### **Espaces-temps et alliances politiques**

J'imagine très bien le désarroi d'un blanc de gauche devant le spectacle incompréhensible du

brouillage du clivage de classe. Voir ses ouailles indigènes lui échapper quand il a tant donné pour les orienter vers *les valeurs de gauche*. Ne s'est-il pas investi corps et âme, des années durant pour son pote et contre le FN ? Et voilà le pote, ingrat, qui va manifester avec des fachos et des conservateurs de tout poil contre le mariage gay. L'indigène serait ainsi tendanciellement plus réactionnaire que progressiste.

A première vue, oui. Si l'on s'en tient à une stricte lecture de classe et au clivage gauche, droite, le slogan amorphe « la gauche du travail et la droite des valeurs » traduit relativement bien la sensibilité indigène. C'est ainsi qu'ont pu se produire ces dernières années des convergences étonnantes entre des descendants d'immigrés et des mouvances d'extrême droite comme celle menées par Alain Soral, ou plus soft, des adhésions aux Villepinisme ou au Modem. Pour autant cette convergence peut-elle être pérenne ? A-t-elle un avenir ? Non.

D'abord pour des questions liées à l'appartenance de classe. Les indigènes sont une composante importante du prolétariat et du sous prolétariat français. Ensuite, parce que ces alliés de circonstances, que ce soit le PS, la droite ou l'extrême droite sont ceux qui produisent les politiques et lois répressives et racistes qui les maintiennent dans leur conditions d'indigènes. Les promoteurs de l'appel « un débat pour tous » ne peuvent pas l'ignorer. Cela crée un précédent dont ils seront politiquement et moralement responsables. A l'inverse, une alliance pérenne avec la gauche et l'extrême gauche est aujourd'hui tout aussi illusoire. Dans l'état actuel des choses, il serait assez difficile de faire converger des secteurs importants de l'immigration post-coloniale sur un programme anticapitaliste, « laïc », féministe et ouvert à la question des homosexuels, en bref sur un projet « progressiste ».

Le mot est jeté : « progressiste ». S'il existe un mot creux, sans consistance, c'est bien celui-ci. Il a sans doute un vrai contenu politique pour nombre de blancs de gauche et recouvre un spectre qui va de Mélenchon à l'extrême gauche, en passant par les libertaires et autres anarchistes. Pour nombre d'indigènes, il a peu de sens. Et pour les indigènes décoloniaux, encore moins. Dans notre histoire, l'impérialisme, le colonialisme, le racisme et la confrontation globale avec le système républicain blanc et eurocentrique ont achevé de nous retirer toute croyance dans ce paradigme du progrès. D'abord parce que cette idée est étroitement liée à la modernité occidentale et à sa vision fautive d'un temps linéaire qui ne peut, selon les schémas mentaux, que cheminer vers plus de droit, plus de libertés. Ensuite parce que le système colonial/racial nous impose le rythme de l'« homme blanc ». Le racisme a suspendu notre temps. On ne peut pas avancer et encore moins « progresser » si on ne reconstitue pas notre colonne vertébrale. Dans ce processus, la priorité est donnée à la reconstitution du lien social communautaire autour d'identités brisées, escamotées mais considérées comme nôtres et authentiques. Tout ce qui semblera menacer cette entreprise de reconquête de soi sera rejeté intuitivement. Inutile d'aller chercher la main des islamistes derrière cette façade conservatrice. Ce sera le cas pêle-mêle des idées dites progressistes comme l'athéisme qui structure fortement la gauche, le féminisme ou la lutte homosexuelle. Ce qui a d'emblée le visage de la réaction est aussi et surtout une résistance décoloniale. C'est ce qu'on appelle communément le « repli communautaire » et que nous appelons, nous, l'« espace-temps indigène », cette discordance temporelle qui se manifeste sous les traits d'une espèce de « régression féconde », une illusion de recul mais qui est en fait un progrès du point de vue de l'intérêt global des racisés, un moment de refondation que nous devons préserver de l'ingérence blanche coûte que coûte. C'est une question de survie sociale. « *Nous ne vivons pas simultanément* » observe Sadri Khiari [8]. C'est ce qui explique à mon avis et sans équivoque l'infidélité décomplexée qui s'affiche et qui s'assume dans les rangs d'indigènes réputés de gauche autrefois moins audacieux et qui s'affichent avec la droite. Mais surtout, surtout, c'est ce qui explique l'absence significative des indigènes dans les mobilisations pour ou contre le mariage gay. Je disais plus haut que les appels contre « le mariage pour tous » avaient sur réagi par rapport à l'humeur réelle des indigènes et notamment des

habitants des quartiers. La vérité, à mon sens, c'est que les habitants des quartiers n'ont aucune raison de réagir. *Ils ne se sentent pas « menacés » par le mariage pour tous*. Car la loi coutumière des quartiers est plus forte que celle de l'Etat. En d'autres termes, les indigènes savent intimement que même si le mariage gay était institutionnalisé, il ne pénétrera pas dans les quartiers. Pour moi, c'est la raison principale de leur absence dans les mobilisations opposées aux promesses de Hollande. C'est une hypothèse mais elle mérite d'être creusée. Du point de vue blanc, ce sera sans doute la preuve qu'il y a effectivement des « territoires perdus de la république », du point de vue indigène, c'est une démonstration de résistance inouïe. Et redoutable.

Cette « régression féconde », j'en suis car je suis résolument de leur côté de la fracture raciale. C'est pourquoi, je réproverai catégoriquement toute tentative de mettre sur le même plan Civitas et UOIF, de comparer ne serait-ce qu'une seconde Chaambi et Barjot quelle que soit l'absurdité de leurs choix politiques. C'est bien une fracture raciale qui les (nous) sépare.

Leur régression féconde, j'en suis. Je suis une femme et n'ignore pas la puissance du patriarcat indigène. J'ignore encore moins son redéploiement et son énergie nouvelle du fait de la pression du racisme. C'est pourquoi, avec toute conscience, je négocie avec ce patriarcat [9]. Il en va de même pour les homosexuels, hommes ou femmes. Leur expérience à l'intérieur de communautés racialisées les amène à la nécessité de cette négociation pour éviter une quelconque complicité avec l'impérialisme blanc dont ils savent qu'il ne peut que fragiliser le corps social indigène déjà mal en point, et poursuivre le démantèlement de la famille qui devient pour les indigènes le refuge ultime. La famille sera ainsi magnifiée, affirmée et confirmée. Le mariage hétérosexuel est ainsi le seul horizon possible. D'autant que la famille occidentale, telle qu'elle est défendue par Civitas et la droite du spectre politique, demeure un horizon désirable pour les non-Blancs en France. Rappelons-nous que le « regroupement familial » est pour la république une affaire de décret, et l'on comprendra en quoi l'aspiration immigrée à la famille est aussi l'enjeu d'une bataille politique. Nos communautés sont ravagées par le chômage endémique et l'austérité néolibérale. Le déclin de l'État social n'est pas sans renforcer les solidarités communautaires et familiales. Au-delà de la condition économique, la famille immigrée est l'objet d'un stigmata, d'une indignité symbolique, la cible des plus diverses paniques morales - du « mariage forcé » à la polygamie en passant par les crimes d'honneur. Nos familles sont tiraillées entre la montée du chômage, le travail domestique salarié des femmes dans les familles blanches, la discrimination au travail que subissent hommes et femmes et la disqualification scolaire. Dans ces conditions, comment ne pas désirer réinvestir la famille ou comment faire un autre choix ?

Les homosexuels indigènes confrontés à ce dilemme se trouvent ainsi devant trois possibilités [10] : l'éloignement familial, communautaire, géographique lorsqu'ils en ont les moyens (ce qui est rare), la soumission au mariage hétérosexuel forcément accompagnée d'une grande précarité affective, ou le mariage avec un homosexuel du sexe opposé pour sauver les apparences. Ce qui fait le lien entre ces trois stratégies, c'est la préservation de l'ordre familial et communautaire et l'impossibilité du coming out. L'identité homosexuelle ? Les revendications politiques qui en découlent ? Certes, une possibilité pour un petit nombre (à quel coût ?), une impasse pour la majorité.

Ainsi, il y a bien un espace social blanc et un espace social non blanc qui délimitent tout deux des espaces politiques distincts. Cela pose la question de l'autonomie des espaces mais également de la compréhension mutuelle des espaces-temps ainsi que la nécessaire élaboration d'une stratégie politique qui permette, alors que certains plébiscitent le progrès et l'émancipation individuelle et que d'autre lui résistent, une convergence contre l'ennemi principal. Cela nécessite avant tout que cet ennemi principal soit identifié. S'agit-il du pouvoir impérialiste, capitaliste, bourgeois et raciste ? Ou bien les barbus et voilés « réactionnaires », « sexistes », « anti-modernes » pour les uns ou les mouvements progressistes, féministes, pro droits des homos pour les autres ? La résolution de cette équation sera d'abord et avant tout dans le camp des progressistes blancs si tant est que la gauche

et les indigènes ont un même ennemi principal commun et surtout si les uns et les autres en conviennent. Pourquoi ? Parce que les indigènes ne feront aucune concession qui leur coûte leur dignité déjà fort entamée et parce que d'un point de vue révolutionnaire la priorité doit être donnée aux projets politiques des plus fragiles et des plus dominés. Je pense qu'il est illusoire de croire à une soumission des indigènes à l'agenda blanc. Les blessures sont trop profondes et les conditions sociales trop précaires pour croire à un alignement des indigènes organisés ou pas sur les positions du progressisme blanc. *Il est urgent d'en faire le deuil.* Ceci ne signifie pas capitulation, mais respect des espaces-temps et confiance dans les dynamiques intra-indigènes qui savent souvent (quand on les laisse tranquilles) conjuguer en contexte hostile libertés collectives et libertés individuelles. Bien sûr « liberté » ici n'a pas le caractère absolu de l'idéal progressiste (celui-ci est-il vraiment souhaitable ?) et bien sûr les revendications individuelles ne seront jamais pleinement satisfaites. Mais le sacrifice fait partie intégrante de la réalité indigène. Qui ne peut pas le moins, ne peut pas le plus... On fait avec. Par ailleurs, le respect du temps indigène, c'est-à-dire l'arrêt des injonctions et de l'ingérence dans les affaires indigènes pourra aussi avoir comme conséquence positive la résorption de la violence qui en découle et qui s'abat sur les indigènes séduits par les sirènes du progrès, de l'individualisme et de la modernité blanche qui, elles, s'opposent à la structure communautaire et aux solidarités familiales. Et à plus long terme, on peut espérer que l'assouplissement des deux contraintes - celle qui oblige à s'identifier comme homosexuel comme celle qui impose une hétérosexualité rigide - laissera aux personnes non blanches ayant des pratiques homo-érotiques le soin de concilier leur vie privée et leur vie publique, leurs relations affectives et leurs solidarités familiales.

Mais cette paix intra-indigènes est-elle une priorité pour nos « amis » antiracistes, antisexistes, anti-homophobie et bien sûr antilibéraux, articulateurs et intersectionnalistes amoureux du reflet de leur image dans le miroir ?

**Houria Bouteldja**, 12 février 2013

---

**P.-S.**

\* [http://www.indigenes-republique.fr/article.php3?id\\_article=1794](http://www.indigenes-republique.fr/article.php3?id_article=1794)

---

**Notes**

[1] Suite de l'intervention : « Or ça, ça n'est pas vrai. Il y a des manières de gérer son homosexualité de la manière la plus intime qui soit, pas du tout publique. Je ne suis pas du tout en train de dire que ceux qui ont des revendications ont le tort de le faire, je dis qu'on vit dans des sociétés à plusieurs vitesses, qu'on vit dans différentes sociétés, qu'on est vit tous ici dans l'hexagone, mais qu'en réalité en France il y a plusieurs sociétés et qu'on ne vit pas dans les mêmes espaces temps. » Plus loin, j'ajoute, au moment où Paul-Marie Coûteaux abonde dans mon sens, non sans une certaine délectation et croit m'embarrasser : « Non, vous ne me mettez pas dans une mauvaise situation. Je ne supporte pas l'impérialisme gay. Je comprends qu'il puisse y avoir des revendications (homos), ce n'est pas mon problème. Mon problème c'est qu'on impose des modèles de société à des groupes ou des peuples, des modèles d'émancipation qui ne sont pas universels. »

[2] <http://www.tetu.com/actualites/france/brahim-nat-balk-dans-la-cite-etre-musulman-et-homo-est>

[-inacceptable-15622,](#)

[http://www.cherche-midi.com/theme/Homo-ghetto-Franck\\_CHAUMONT\\_-9782749109435.html](http://www.cherche-midi.com/theme/Homo-ghetto-Franck_CHAUMONT_-9782749109435.html)

[3] <http://www.homosexuels-musulmans.org/accueil.html>

[4] <http://oumma.com/15340/un-debat> <http://www.uoif-online.com/v3/spip.php?article1437>

[5] Sur ce thème, voir Joseph Massad, *Desiring Arabs*, University of Chicago Press, 2008.

[6] <http://www.streetpress.com/sujet/74580-plus-forts-que-frigide-barjot-les-indigenes-de-la-republique-denoncent-l-imperialisme-gay>

[7] Pour de plus amples développements sur ce thème, voir Maria Lugones, « The Coloniality of Gender », *Worlds and Knowledges Otherwise*, printemps 2008.

[8] Pour comprendre la notion d'espace-temps, lire : « Nous avons besoin d'une stratégie décoloniale », Sadri Khiari dans *Race et capitalisme*, Félix Boggio Ewanjé-Epée, Stella Magliani-Belkacem, éditions Syllepse, 2012. Lire aussi Sadri Khiari, *Pour une politique de la racaille*, éditions Textuel, 2006.

[9] C'est une question que j'ai déjà traitée Pierre, Djemila, Dominique...et Mohamed [http://www.indigenes-republique.fr/article.php3?id\\_article=1612](http://www.indigenes-republique.fr/article.php3?id_article=1612)

[10] [<http://gss.revues.org/index2366.html>]